

Référentiels de compétences et d'évaluation Piloter et faire évoluer sa micro-entreprise BGE

REFERENTIELS		
Référentiel de compétences	Référentiel d'évaluation	
	Modalités	Critères
<ol style="list-style-type: none"> 1. S'affilier au régime de la microentreprise en tenant compte des avantages et inconvénients qu'il présente pour l'atteinte des objectifs de l'entreprise et du dirigeant. 2. Anticiper le niveau d'imposition et de cotisations sociales généré par l'activité à partir <ul style="list-style-type: none"> - du calcul du résultat fiscal de l'entreprise en appliquant les règles du régime de la microentreprise correspondant à la nature de l'activité - du calcul des cotisations sociales du dirigeant en appliquant les règles du régime microsocial correspondant à la nature de l'activité 3. Piloter l'activité en micro-entreprise à partir d'indicateurs simples de suivi commerciaux, administratifs et financiers, pour pérenniser l'entreprise. 4. Mettre en œuvre l'organisation administrative et comptable pour répondre aux obligations 	<p>Le candidat établit un rapport écrit individuel d'au minimum 3 pages sur la base de son entreprise ou d'une entreprise fictive. Le rapport présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse des raisons pour lesquelles le régime auto-entreprise est adapté aux objectifs de l'entreprise et du dirigeant - Une présentation de l'organisation administrative et fiscale de la microentreprise mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le respect des règles et des obligations comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - Le calcul du montant d'imposition de l'entreprise - Le calcul des cotisations sociales du dirigeant - Les indicateurs de suivi commerciaux, administratifs et financiers - L'explication du calcul des montants de TVA collectés et déductibles en cas de dépassement du seuil de franchise de TVA - L'explicitation de l'impact du franchissement du seuil de TVA dans l'application des obligations légales relatives à la TVA - La présentation de l'organisation administrative et comptable. - Une analyse des raisons (perspectives d'évolution du CA, nature de sa clientèle, possibilité de positionnement sur certains appels d'offre, axes de développement identifiés en termes de produits, achats à l'étranger, évolution du circuit de distribution (besoin d'un local)) pour lesquelles l'entreprise pourrait évoluer vers un autre régime - Une liste des conséquences fiscales, sociales et administratives de ce changement et qui peuvent le justifier - La liste des structures administratives et institutions à solliciter pour réaliser les démarches de changement de statut. <p>Le candidat a accès à toutes les ressources nécessaires et réalise le rapport sur le lieu de son choix.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le candidat énonce au moins trois caractéristiques du statut de la microentreprise sur le plan juridique (responsabilité), fiscale, sociale. 2. Présentation de deux avantages et inconvénients du régime par rapport au projet entrepreneurial présenté. 3. Les avantages et inconvénients présentés sont cohérents avec le projet entrepreneurial présenté. 4. Les calculs du montant d'imposition et des montants des cotisations sociales sont justes par rapport à l'activité de l'entreprise. 5. Des indicateurs de suivi commerciaux, administratifs et financiers simples pour piloter l'activité de la microentreprise sont définis. 6. Les indicateurs sont simples et pertinents au regard de l'activité 7. L'organisation administrative et comptable présentée répond aux obligations comptables, fiscales et sociales de l'autoentreprise 8. Les explications du calcul des montants de TVA collectés et déductibles en cas de dépassement du seuil de franchise de TVA et de l'impact du franchissement du seuil de TVA dans l'application des obligations légales relatives à la TVA, sont cohérents avec les règles en vigueur.

Référentiels de compétences et d'évaluation

Piloter et faire évoluer sa micro-entreprise

BGE

<p>comptables, fiscales et sociales de la microentreprise.</p> <p>5. Identifier les potentiels axes de développement à l'aide d'une matrice produits/clients et d'une première estimation du CA réalisable, et des principales charges afin d'évaluer la pertinence du changement de son statut juridique</p> <p>6. Décider du changement de statut de l'entreprise afin d'adapter les statuts à la situation de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en comparant les coûts et obligations du régime microentreprise au régime réel - en intégrant l'impact du dépassement du seuil de franchise de TVA par l'application des obligations légales (mentions facture etc...) et le calcul des montants de TVA collectés et déductibles. <p>7. Réaliser les démarches et formalités pour changer le régime de l'entreprise en identifiant les structures et institutions compétentes.</p>	<p>Le rapport est adressé au jury 7 jours avant la date de déroulement du jury. L'évaluation, réalisée en asynchrone, est établie par le jury sur la base de ce rapport.</p>	<p>9. Une estimation de l'évolution du CA sur l'année suivante est produite</p> <p>10. Le CA estimé permet de déterminer si le changement de statut est nécessaire.</p> <p>11. Présentation de 3 raisons pouvant motiver le changement de régime de l'entreprise (raisons fiscales, sociales, ou liées au marché et au potentiel développement)</p> <p>12. Les trois raisons présentées sont justifiées.</p> <p>13. La liste des institutions à mobiliser pour réaliser les démarches de changement de statut est fournie</p> <p>14. L'ensemble des institutions intervenant dans le cadre d'un changement de statut sont présentes sur la liste fournie</p> <p>Les critères se compensent tous entre eux et la validation est obtenue avec l'obtention de 10 critères sur 14.</p>
---	--	--